5 CENTIMES

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING
Journal Socialiste Quotidien

5 CENTIMES

SEPTIEME ANNEE. — N° 307 — LUNDI 4 NOVEMBRE 1901

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes	4 fr. 50.	9 fr.	18 fr.
Autres Départements	5 fr. 50.	11 fr.	22 fr.

RÉDACTION et ADMINISTRATION :
ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES
Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal et dans toutes les agences de publicité
ROUBAIX, 146, rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

LIRE PLUS LOIN :

LA GUERRE SUD-AFRICAINE : Une grave défaite des Anglais ;

—o—

LE CONFLIT FRANCO-TURC : Les exigences de la France et les concessions du sultan. — L'affaire Lorando réglée ;

—o—

LA GREVE GENERALE DES MINEURS : Réunion du Conseil d'administration du syndicat du Pas-de-Calais. — Décision des mineurs de Montceau. — Le calme dans les bassins houillers ;

—o—

GRAVE AFFAIRE DE DETOURNEMENTS A SAINT-QUENTIN : Arrestation de deux employés municipaux ;

—o—

LE VAMPIRE DE MUY : Nouvelles déclarations d'Ardisson ;

—o—

HORRIBLE CRIME : Une fillette de dix-huit mois assassinée.

FORMATION DE COMBAT

Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, il est certain que la loi des associations sera la plateforme des prochaines élections générales. La France se prononcera pour ou contre les congrégations. Si la question se posait avec cette simplicité, la réponse ne ferait pas de doute un seul instant.

Mais c'est sur le terrain de la liberté que les cléricaux et leurs alliés prétendent se tenir. On connaît assez l'équivoque et je n'ai pas besoin de la dénoncer une fois de plus ici. Pour l'instant, il me paraît plus urgent de montrer les adversaires de la société laïque en formation de combat.

D'une enquête sur la presse française, entreprise par l'*Indépendance* belge, il ressort clairement que le parti clérical ira à la bataille électorale enseignes déployées lorsqu'il pourra le faire sans danger, et sous la protection des divers drapeaux de l'opposition lorsqu'il ne se sentira pas assez fort pour emporter seul les positions convoitées.

M. Eugène Veuillot, directeur de l'*Univers* nous en avertit sans ambages dans l'interview que lui a prise le rédacteur de l'*Indépendance* belge. Ces déclarations « dont l'importance n'échappera à personne » le reporter a tenu, selon son expression, à les « sténographier ».

« D'accord avec les comités Piou et de Mun, nous soutiendrons tous les députés, même radicaux, même socialistes — il y en a deux ou trois de cette dernière opinion — qui ont voté contre la loi. »

Ici, qu'on me permette de placer une parenthèse : Nul membre du groupe socialiste ou du groupe dissident, n'a voté contre la loi. Les prétendus socialistes auxquels M. Eugène Veuillot fait allusion sont les fidèles de M. Rochefort, qui l'ont suivi dans son mouvement vers la réaction.

Je ferme à présent la parenthèse et passe la parole au rédacteur de l'*Indépendance* belge. — « Ce vote vous servira de pierre de touche ? dit-il à M. Veuillot.

— « Absolument » répond celui-ci. — Nous estimons que ceux qui ont voté contre la loi sur les associations nous ont donné un gage suffisant. Leur respect de la liberté religieuse leur assure notre appui.

Et sur l'insistance de son interlocuteur le directeur du journal officiel des cléricaux ajoute :

« Ceci ne saurait être longtemps un secret, cette résolution ayant été adoptée au sein des comités catholiques. Nous avons combattu et combattrons le ministère Waldeck-Rousseau, auquel nous préférons — à défaut d'un ministère à nous — ceux de MM. Méline et Ribot, ou de leurs amis, qui ont, eux, nos sympathies, et que nos amis et nous avons appuyés et continuerons à appuyer de tous nos efforts.

Les modérés qui se disent encore républicains et démocrates, prétendent qu'en votant contre la loi ils n'ont pas voté pour les congrégations et le parti clérical, mais pour ce que M. Eugène Veuillot appelle « la liberté religieuse ». Il n'en demeure pas moins que les cléricaux tiennent le « gage » pour « suffisant ».

Les députés savaient, eux, ce qu'ils faisaient, en s'alliant avec MM. Piou et de Mun, chefs du parti clérical. C'est délibérément que M. Méline et M. Ribot entraînaient leurs troupes dévoyées à l'assaut de la démocratie. Il y avait un concert de réaction parfaitement conscient et voulu.

Mais les électeurs, les simples citoyens qu'on berne avec des déclamations de prétendu libéralisme, ceux-là doivent savoir où l'on veut les conduire.

Faute de mieux et en attendant qu'on puisse leur donner le gouvernement des curés, on s'apprête à les faire voter pour ceux qui ont donné des « gages suffisants » au parti clérical. On sait quelle est l'avidité insatiable de ce parti, pour qu'il déclare « suffisants » les gages que lui ont donnés MM Méline et Ribot, il faut qu'il ait vraiment trouvé son compte et surtout qu'il en espère de plus grands avantages encore.

Les électeurs qui s'apprêtent à combattre la démocratie en croyant défendre la liberté de leur culte, que personne ne menace ne sont pas des cléricaux. Des électeurs cléricaux le nombre est infime en France. A ceux qui croient servir la liberté, je rappellerai que l'Eglise ne se dit libre que lorsqu'elle est maîtresse, non seulement de toutes les consciences mais encore de tous les actes de la vie publique et privée.

Si les cléricaux prétendent qu'on les calomnie en leur prêtant une telle ambition, demandez-leur de protester contre les paroles de M. de Mun, leur chef, prononcées en 1875, à la troisième assemblée générale des membres des cercles catholiques et en 1878, à la tribune même de la Chambre, paroles rappelées par M. Waldeck-Rousseau il y a quelques mois, et affichées sur tous les murs de France, sans qu'un clérical se soit levé pour les désapprouver.

« La Révolution se manifeste par un système social, politique et économique, éclos dans le cerveau des philosophes, sans souci de la tradition et caractérisé par la négation de Dieu sur la société civile. C'est là qu'est la Révolution, et c'est là qu'il faut l'attaquer ». Voilà ce que disait M. de Mun en 1875.

Et voici ce qu'il ajoutait en 1878 : « La Révolution n'est ni un acte ni un fait. Elle est une doctrine qui prétend fonder la société sur la volonté de l'homme au lieu de la fonder sur la volonté de Dieu. Tout découle de là, de cette révolte orgueilleuse d'où est sorti l'Etat moderne.»

A présent, bons naïfs, criez avec les cléricaux : Vive la liberté ! C'est leur liberté que vous préparerez, c'est-à-dire votre servitude.

Eugène FOURNIERE,
député de l'Aisne.

LA POLITIQUE

LE TORCHON BRULE...

Ça ne va pas comme sur des roulettes, au camp nationaliste.

On s'y mange consciencieusement le nez.

D'abord, c'est le célèbre Régis, ex-maire d'Alger et grand électeur de Drumont, qui télégraphie au non moins célèbre Dubuc, conseiller municipal de Paris et rédacteur à la feuille anti-sémite, « Le Précurseur », des aménités dans ce goût :

— « *Insulté et diffamé dans votre journal, sous votre signature, j'espère que vous aurez le courage de m'accorder une réparation par les armes, à ma très prochaine arrivée à Paris.* »

Ensuite, c'est Guérin-Chabrol qui, de Bruxelles, envoie des témoins à M. Devos, administrateur de la « Libre Parole ».

Il n'est pas jusqu'au jeune gommeux Stanislas de Castellane, — de la noblesse américanisée, — qui ne veuille aller sur le pré. Mais il s'en prend celui-là à M. Peschaud, député et rédacteur au « Nouvelliste » de Murat.

C'était fatal ! Les décerveleurs devaient en arriver au décervelage réciproque.

Et si, de ces faits, on rapproche l'état de division du parti méliniste, on sera bien obligé d'avouer que le parti socialiste n'est pas seul souffrir de l'intrusion de la Discorde dans ses rangs.

Mais il n'y a pas de comparaison à établir entre nos disputes et les querelles anti-sémites et nationalistes.

Chez nous, les divergences sont nées de questions de tactique et si quelques-uns des nôtres se sont laissé aller aux personnalités, ils ont été ou ils seront bientôt ramenés, par l'opinion ouvrière, à défaut du sentiment des intérêts du parti, à une conception plus élevée de la polémique entre frères d'armes.

Chez les nationalistes, mélinistes ou anti-sémites, au contraire, la division ne peut aller qu'en s'accentuant, car les virulences et les violences dont ils nous donnent le spectacle, en ce moment, sont la conséquence, non point d'une émulation pour le bien général, mais de déceptions, d'amertumes politiques qu'aucun frein moral ne saurait calmer.

Le nationalisme vaincu par la fermeté des républicains unis, a fait, un temps, contre mauvaise fortune, bon cœur. Il a même pu donner l'illusion d'une force terrassée mais capable de se relever.

Aujourd'hui, on ne peut plus s'y tromper. Ce parti agonise et les éclats de littérature, de gestes et de voix de ceux qui furent au premier rang de ses chefs, ne sont que les suprêmes ruades de la bête qui sent sa fin prochaine et ne pouvant plus frapper personne, se frappe elle-même.

« Quand il n'y a plus de foin au ratelier, les ânes se battent », dit un proverbe...

« Il n'y a plus de beurre dans l'assiette nationaliste », c'est pourquoi les nationalistes s'entre-déchirent !

Ainsi meurent les partis sans doctrine.

G. SIAUVE-EVAUSY.

P.-S. — *En dernière heure, hier soir, le « Nouvelliste-Dépêche » a démenti que M. Guérin eût envoyé des témoins à M. Devos, de la « Libre Parole ». Nous avons téléphoné au « Siècle » qui a lancé cette information, et notre confrère parisien nous a répondu qu'il la maintenait absolument.*

La bonne raison

Une anecdote apportée par une feuille étrangère fait actuellement le tour des journaux parisiens. C'est l'empereur Guillaume II qui en est le héros. Il avait, il y a quelques jours, un financier allemand à sa table. Il s'étonna devant lui de l'irrésistible sympathie qu'éprouvent presque tous ses sujets pour la cause des Boers. La cause de cette sympathie lui échappait.

Le financier expliqua : « Les femmes et les enfants sont pour les Burghers du Transvaal. Il ne faut pas chercher ailleurs la source d'un sentiment qui est général en Allemagne. »

Alors, l'empereur heurta contre ses genoux la paume de ses mains — d'un geste qui, dit-on, lui est familier — et il s'écria : « Ce doit être la vérité. Et ma famille est comme la famille du plus humble des Allemands : chaque matin elle attend avec impatience les nouvelles du théâtre de la guerre, et la joie est grande autour du petit déjeuner quand les télégrammes contiennent le compte-rendu d'une victoire remportée par les Boers ».

Le tableau que cette anecdote permet d'évoquer est charmant. Sans doute, il y a quelque chose de plus dans la sympathie des Allemands pour les malheureux et admirables citoyens qui luttent en désespérés pour l'indépendance de leur pays. Les personnes très informées disent, en effet, que les sujets de Guillaume ne sont pas très satisfaits de l'attitude de leur empereur. Ils attendaient au moins, à défaut d'un acte, une parole courageuse après certaine dépêche dont fut honoré le président Kruger.

Or, Guillaume II a fait prudemment le mort, et il n'a pas même voulu accueillir le vaincu vénérable qui venait vers lui. Les Allemands ne l'ont point oublié et la force de leur sympathie pour les Boers s'en est encore accrue. Cela se raconte couramment en Allemagne. Mais on comprend trop bien pourquoi le moderne paladin, feignant de l'ignorer, cherche d'autres raisons à la popularité dont jouit dans tout l'empire la magnifique résistance des paysans du sud de l'Afrique.

Et la raison qu'un de ses familiers lui a fournie est à ce point décisive qu'il convient d'oublier tout ce qui procéderait d'une psychologie plus complexe. On aime, en effet, à savoir que les cœurs qui battent près de celui d'un empereur ont les mêmes mouvements et souffrent des mêmes angoisses que le cœur des citoyens qui ne peuvent pas se dispenser d'aller à la guerre quand leurs maîtres l'ont déclarée. On sait ensuite à quoi s'en tenir quand les maîtres disent aux citoyens qu'ils ne font la guerre que pour leur bonheur.

NOLL.

L'INFAILLIBLE

Le Vatican offre au monde, depuis quelques mois, un spectacle bien propre à stupéfier la raison.

Il y a là un nonagénaire, presque incapable de faire un pas, et de se tenir debout, qui ne voit plus, qui ne pense plus, ou du moins, dont les facultés intellectuelles ne jettent plus de vagues et intermittentes lueurs. Des laquais transportent d'une salle à l'autre, ou de ses appartements au jardin, ce squelette drapé de blanc, sous lequel ils sont contraints de maintenir, pour des nécessités aussi fréquentes que peu spirituelles, un vase de prudence.

Et cela, cette vénérable et lamentable Idole, c'est l'Infaillible Maître de l'Eglise.

Ce cerveau, où toute clarté s'est éteinte, recèle encore la divine lumière, et le Saint-Esprit l'illumine de sa splendeur.

Léon XIII n'a plus conscience de ce qu'il fait. Il ignore ce qu'il boit, ce qu'il mange, à plus forte raison ce qu'il signe. Son valet de chambre, Cintra, le gourmande comme un petit enfant pour lui faire prendre son bouillon et doit veiller sur chacun de ses mouvements pour qu'il ne lui faille pas changer la soutane blanche après chaque repas.

Cet homme est retombé à l'âge des brassières et des langes.

Mais, quand il parle, ou plutôt quand les gens qui l'entourent le font parler, trois cents millions de catholiques baissent le front. Il dicte ce qu'il faut croire ; il ordonne ce qu'il faut faire.

Et il ne peut pas se tromper !.... Les plus clairs génies de l'Eglise, si elle compte encore des génies, et les plus brillants docteurs assemblés, ne sont devant cet enfant de quatre-vingt-douze ans que poussière et ténèbres. C'est lui qui dit la parole de Dieu, c'est lui qui est la bouche de l'éternelle Vérité bénite sur l'Univers !....

Certes, le Saint-Esprit a beau jeu et son action, en la circonstance, est manifeste. La où il n'y a plus qu'une ombre et un souvenir d'homme, il faut bien que ce soit l'Esprit qui agisse, seul.

Jamais on ne vit de façon plus éclatante la splendeur de Dieu dans l'Eglise.

Jamais, non plus, les affreux libre-penseurs, les gens qui ont perdu l'habitude de se payer de mots et qui gardent un certain culte pour le bon sens n'ont été mieux à même de constater quelle fumisterie est ce dogme de l'Infaillibilité et quel défi, en le proclamant, l'Eglise a jeté à la raison humaine.

CHOSES D'ALGÉRIE

Dans le Sud-Oranais

Au milieu des préoccupations et des menaces de la « Grève Générale » le voyage de M. Revoil, le nouveau gouverneur général de l'Algérie, n'a pas retenu suffisamment l'attention. Nos confrères parisiens, si j'en excepte les « Débats » ont été généralement sobres de détails ou de commentaires. Cependant le « Temps » qui a toujours applaudi à l'occupation du Touat et de l'Oued-Saoura, a insisté sur l'importance du voyage de M. Révoil dans la région de Figuig, parce qu'il importe d'enlever au Maroc toutes les prétentions qu'il croyait avoir — légitimement — sur cette contrée, et puis, parce que l'occupation de ces terrains est une étape nécessaire pour relier nos provinces d'Algérie avec le Soudan.

J'abuse d'une vieille amitié de 30 ans avec le commandant Peffau, aujourd'hui en retraite à Oran, pour apporter ici son opinion sur la question marocaine, telle qu'elle vient d'être posée par le gouverneur.

Rien de plus précis, rien de plus ferme que les déclarations que vient de faire M. Révoil dans l'extrême-Sud-Oranais ; « rien de plus réconfortant, écrit-il, pour des cœurs français qui comprennent que le gouvernement de la République, « s'est enfin décidé à prendre possession de territoires laissés en litige depuis 1845 » et à donner enfin des limites « bien définies » à la frontière qui sépare l'Algérie de l'Empire du Maroc. »

Aux notables des Doui-Menia, la tribu remuante et belliqueuse avec laquelle nous avons eu maille à partir lors de notre marche sur Sgli, il y a deux ans, — et, qui sont venus saluer ces jours derniers le gouverneur à Djenan-Eddar, M. Révoil a dit : « Celui qui a affirmé que vous étiez des Marocains a menti ; le Sultan nous reconnaît le pays entre l'Oued-Guir et la Zoosfana ».

Et tout en les laissant libres de s'en aller au Maroc ou de se ranger sous la protection du drapeau français le gouverneur a ajouté : « Vous avez appris la Vérité de ma bouche, faites la savoir à vos frères ! »

Nous pouvons donc considérer le fait comme accompli.

De l'Oued-Guir, affluent de l'Oued-Messaoura, aussi bien que de la Zoosfana, que du Kiss que M. le lieutenant de vaisseau Say occupe avec une phalange de vaillants français qui va toujours grossissant — le pays va devenir français, et comme l'a signifié M. Révoil aux Doui-Menia, ceux qui ne seront pas contents n'auront qu'à plier leurs tentes, à rassembler leurs troupeaux, et à s'en aller, éternels nomades, vers les pays de Fez ou de Marakech.

J'ignore si la frontière, enfin définitive et tracée sur les cartes — ce qui avait été oublié ou négligé pour des terrains alors cotés sans importance — j'ignore si la frontière suivra une ligne à peu près droite de l'Oued-Guir au Sud, jusqu'au Kiss au Nord, ou, si comme autrefois, les plénipotentiaires du Sultan en ce moment à Alger, essaieront de nous tromper une fois de plus en restreignant sous de futiles prétextes, la surface des territoires « devant faire partie » du domaine national.

Mais ce qu'il y a de certain, c'est que du moment ou les Doui-Menia sont englobés dans notre prise de possession, la nouvelle frontière, partant au moins d'Igli — que nous occupons et vers laquelle marche notre railway-amorce du transsaharien — passera à l'ouest du Djebel-Bechar et rejoindra la frontière actuelle, soit au-delà des Chotts des Mehaia, soit au col étroit qui sépare le Chott-Mehaia de celui des Hamyans, déjà en notre possession.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est la prise pacifique de Figuig assurée ; ce sont toutes les intrigues et les manœuvres louches des Anglais déjouées ; le gouvernement français ne pouvant laisser au Maroc le Djebel-Amour ou la Zoosfana prend sa source, passant ensuite à Figuig même, d'après la carte que j'ai sous les yeux, pas plus que les pâtés montagneux, dont j'ignore les noms et où naît l'Oued-Guir.

Maître des sources, maître du pays, a dit Napoléon ; cela est surtout vrai pour l'Afrique. L'Angleterre nous l'a fait bien voir, quand maîtresse d'Alexandrie elle n'a plus de repos avant l'occupation définitive de la Haute-Egypte qui la rendra maîtresse des régions équatoriales où naît le Nil.

Ce serait donc une faute diplomatique grossière, doublée d'une grave erreur stratégique, que l'on commettrait à Alger si l'on ne profitait pas de l'occasion — que la guerre du Cap rend si favorable — pour exiger la cession de Figuig.

J'ignore de façon précise d'où vient l'Oued-Guir, mais ce que je sais, c'est qu'un lieutenant qui faisait partie de l'expédition du général Wimpfem en 1869, et qui avait vu cette rivière en allant à Ain-Chair, me racontait — qu'il y a longtemps ! — que les soldats la voyant grossir par une crue considérable, emportant des bestiaux, des arbres de toutes grosseurs, ne pouvaient s'empêcher de la comparer à la Loire en ses jours de débordement.

L'Oued-Guir et la Zoosfana en se réunissant à Igli, forment cette rivière considérable l'Oued-Messaoura, de 400 kilomètres de long, dit Gérard Rholf, jusqu'au moment où elle se perd dans les sables ; pleine d'eau en temps de crue, généralement à sec en temps ordinaire, mais permettant toujours de trouver de l'eau dans son lit, à une légère profondeur, en quantité suffisante pour alimenter les caravanes qui ne sauraient suivre, du désert vers Figuig, d'autre route que son cours, dans ce « pays de la soif ».

C'est la démonstration évidente de la nécessité de comprendre ces sources, dans notre zone d'occupation, au cours des négociations pour le tracé de frontières, qui se poursuivent en ce moment à Alger.

L. MORIN.

ÉCHOS ET NOUVELLES

La Belgique occupe une superficie de 2 millions 945,580 hectares 64 ares 63 centiares. Sa population au 1er janvier 1900, était de 6,744,532 habitants, soit 229 habitants par kilomètre carré. L'arrondissement de Bruxelles est celui où la population est à son maximum de densité (737) ; l'arrondissement de Neufchâteau, celui où elle est à son minimum (38). Le Pays compte plus de 2,600 communes ; 24 seulement ont un nombre d'habitants supérieur à 25.000.

—o—

Le comité constitué pour organiser des fêtes à l'occasion de la 25e année de pontificat de Léon XIII, a formé le projet d'offrir au Pape une tiare d'or.

En tout cas, cette tiare ne sera pas la plus belle du trésor pontifical. Sans parler de la tiare donnée par le diocèse de Paris et de celle offerte à Pie VII par Napoléon Ier, qui pèse près de 9 kilos, il faut se rappeler que la reine d'Espagne a donné, en 1855, à la suite du Concordat Espagnol, une tiare dont le tissu n'est autre qu'un pavé de diamants.

Le gros diamant de l'Inde, dont parlent tous les traités de cristallographie, s'appelle « Kuhinoor », ou « montagne de lumière » ; on peut appliquer la même épithète à cette tiare dans laquelle il est entré 19.000 diamants, dont 18.000 sont des brillants. Cette tiare, évaluée à 3.000.000 francs, est la plus riche du trésor.

—o—

Bien que la circulaire sur la mise en route de la classe 1900 n'ait pas encore paru, nous sommes en mesure d'annoncer que cette mise en route s'effectuera aux dates des 14, 15 et 16 novembre.

A ce propos, il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'en Allemagne l'incorporation du contingent est ... en partie accomplie.

Les jeunes gens affectés à la cavalerie et à l'artillerie à cheval de la garde prussienne ont revêtu l'uniforme le 2 et le 3 octobre.

Dans les troupes à pied de la garde, infanterie pionniers, compagnies d'artillerie non montées, la mise en route se fait les 8, 9 et 10 octobre.

Dans les troupes de ligne administrées par la Prusse et par la Bavière, les contingents rejoignent leurs corps d'affectation du 4 au 5 octobre pour être terminée le 15.

L'armée allemande a ainsi, pour l'instruction des recrues, un grand mois d'avance sur la nôtre.

—o—

Un remède contre le mal de mer.

L'a-t-on assez cherché, le fameux remède ? Il faut croire qu'on le cherchait du mauvais côté.

Le professeur Leinz, de l'Université d'Erlangen, prétend l'avoir trouvé à portée du nez, c'est le « as de le dire.

Il consiste tout simplement à respirer fortement et longuement, à des intervalles très rapprochés. Et c'est tout.

Le professeur a, en effet, constaté que la cause initiale du mal de mer réside dans un lobe du cerveau, et celui-ci, par sa sensibilité, influe sur l'estomac, ce qui cause le désagréable et déplaisant malaise que l'on sait.

En aspirant fortement de l'air, le sang se charge d'oxygène, et celui-ci insensibilise le lobe coupable.

Non seulement le professeur a fait des expériences concluantes sur lui-même, mais il aurait guéri radicalement des personnes sujettes au malencontreux mal de mer.

La simplicité du procédé permet aux intéressés de s'en rendre compte. Il n'en coûte ni argent, ni peine.

NOS DÉPÊCHES

(Par Services Téléphoniques Spéciaux)

La Guerre Sud-Africaine

Grave échec des Anglais

66 TUES. — 169 BLESSES. — 2 CANONS ENLEVES.

Londres, 2 novembre — Lord Kitchener télégraphie de Pretoria 1er novembre :

« *Je viens d'apprendre qu'une attaque grave a été dirigée contre l'arrière-garde de la colonne commandée par le colonel Bautson, à 20 milles au Nord-Est de Bethel, près de Berkeamaagde, au milieu du brouillard. On rapporte que l'ennemi était au nombre de 1.000. Il s'est emparé de deux canons qui se trouvaient à l'arrière-garde, mais on ne sait pas s'il a pu les emmener.*

— Les pertes sont élevées, je le crains. Bautson a été blessé, mais non gravement ; une colonne de secours arrivera à Bautson ce matin. Les détails complets vous seront expédiés aussitôt que je les aurai. »

« *Je viens de recevoir de nouveaux renseignements de la colonne Bautson*

» Le colonel Barter, parti hier à deux heures de la ligne occupée par la police sud-africaine, a rejoint la colonne ce matin de bonne heure sans rencontrer de résistance

» *On annonce que le colonel Bautson a succombé à ses blessures.*

» *Les autres pertes sont de 66 tués, dont un lieutenant-colonel, un commandant et six officiers subalternes, 169 blessés dont 13 officiers.*

» *Je crois que les deux canons ont été recouvrés et que l'ennemi s'est retiré, mais je n'ai pas d'autres détails.* »

Après avoir exprimé le regret de la perte du colonel Bautson ainsi que des officiers et des hommes de troupe tombés avec lui, lord Kitchener dit que le colonel Barter ajoute que le combat avec l'arrière-garde s'est livré de très près et a été conduit avec une grande détermination des deux côtés.

L'ennemi a souffert considérablement, mais je n'ai pas encore reçu d'estimation digne de foi de ses pertes. Les Boers se sont retirés vers l'Est.

L'engagement meurtrier dont parlent ces dépêches a eu lieu en une localité qui n'est point marquée sur les cartes, mais qui se trouve exactement entre Bethel Ermelo et Middelburg, à environ quatre-vingts kilomètres de Prétoria. C'est donc tout près de la capitale occupée par le grand état-major anglais que les Boers viennent d'infliger cette sanglante défaite à leurs ennemis, et de leur tuer neuf officiers et cinquante-huit hommes, de leur blesser treize officiers et cent cinquante-six soldats.

LES FORCES BOERS

Londres, 2 novembre. — La *Westminster Gazette* considère que les fréquentes attaques des Boers avec des forces considérables prouvent qu'ils sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le suppose dans les cercles officiels, et ce bien qu'ils reçoivent de nombreux et constants renforts de la colonie du Cap.

Voilà donc l'aboutissement de cette fatigante expédition où l'on espérait capturer Botha ! Car la situation de Bethel, à l'ouest d'Ermelo, laisse peu de doute que ce sont les troupes du généralissime boer qui ont opéré, et l'on indique qu'elles se sont retirées vers l'est, après avoir réussi cette surprise meurtrière.

De pareils succès, malgré les précautions prises par la censure, ne peuvent manquer d'avoir un grand retentissement dans toute l'Afrique du Sud, et dans la colonie du Cap en particulier. En tout cas, il est moins que jamais permis de croire que la lutte doive bientôt cesser.

LES CAMPS DES PRISONNIERS BOERS

UNE PROTESTATION SOCIALISTE

Bruxelles, 2 novembre. — Le bureau socialiste international s'est réuni, hier soir, à la *Maison du Peuple*, de Bruxelles.

Dans cette réunion, à laquelle assistait Enrico Ferri, de passage à Bruxelles, le secrétaire, Victor Serwy, a rendu compte d'une mission qu'il est allé remplir cette semaine en Angleterre. Il s'agissait de consulter les militants socialistes anglais sur la question de la protestation contre les camps de concentration dont le bureau a été saisi. Les socialistes anglais consultés, Hyndmann, Quelch, Lee, de la *Social democratic federation*, Penny, de l'*Independent labour party*, et Mary Macpherson ont été unanimes à approuver la protestation contre les camps de concentration, mais ils ont fait remarquer que la protestation devait en même temps s'élever contre les cruautés commises par d'autres nationalités au cours de leurs guerres de conquêtes. Au sujet du boycottage des navires anglais, ils se sont déclarés sympathiques à l'idée, tout en doutant de l'efficacité du moyen proposé, le capitalisme anglais étant trop bien outillé.

Hyndmann a déclaré, au cours d'une entrevue avec V. Serwy, qu'il se proposait d'établir par des chiffres, puisés aux statistiques officielles, que l'Angleterre est en pleine décadence économique, que la situation extrêmement grave qui menaçait son pays, appelait plus que jamais la nécessité d'une entente entre les forces ouvrières sur le terrain du socialisme.

Le bureau a décidé la publication d'un manifeste contre les camps de concentration.

LA LETTRE DE STEIJN

Londres, 1er novembre. — La publication ou plutôt la divulgation de la lettre du président Steijn au général Kitchener est un maître coup de l'opposition contre le gouvernement, alors que celui-ci est déjà si rudement frappé par l'affaire Buller. On conçoit que M. Chamberlain, qui, hier encore, à Edimbourg, prononçait un discours geordant d'infatigables espérances sur la fin imminente de la guerre du Transvaal, ait tant tenu à conserver sous le boisseau cette lettre de Steijn, qui date du 15 août dernier. En effet, cette réponse du président de la République d'Orange à la sauvage proclamation de Kitchener — inaugurant à cette époque le nouveau régime martial de l'Afrique du Sud, pour l'excuse duquel Chamberlain, dans son même discours, invoque l'exemple de la Pologne — est un témoignage écrasant pour l'œuvre actuelle des généraux anglais. Elle déchire violemment le voile des fictions que les dépêches du War-Office tendent sur la réalité. Elle montre ce que valent les bulletins de victoires expédiés chaque jour du Cap. Elle prouve à quel point le télégraphe britannique use et abuse du privilège de parler tout seul. Dans ces témoignages complaisants, n'apparaît-il pas que les 300.000 hommes de l'armée anglaise occupent tout le pays des deux Républiques, sauf quelques coins montagneux, ou de rares commandos luttent désespérément ? Ecoutez le président Steijn, mal est sur le champ de bataille : « Tout l'Etat d'Orange, à l'exception de la capitale et du chemin de fer, est en notre possession... Il en est de même dans le Transvaal... La colonie du Cap est en quelque sorte couverte de nos commandos... » Et le président Steijn termine ainsi, en s'adressant à Kitchener : « Si Votre Excellence veut bien me permettre l'expression, la juridiction de Votre Excellence ne s'étend pas au-delà de la « *portée de vos canons.* »

La portée de vos canons ! L'image n'est-elle pas saisissante ? Est-elle inexacte ? Songez que le président Steijn n'a point fait là un discours de tribune, qu'il parlait en plein combat, au milieu des camps, devant Anglais et Boers, qui, les uns comme les autres, pouvaient sur place contrôler son témoignage. En admettant qu'il ait menti aux Anglais, aurait-il pu tromper les Boers ? Il ne pouvait que dire et il a dit la vérité. Sans doute, vérité invraisemblable. Mais tout n'est-il pas invraisemblable dans cette guerre qui dure depuis deux ans passés entre le chêne et le roseau ? Si le gouvernement anglais n'avait pas été forcé de reconnaître que cette lettre est un document véridique, qu'elle représente exactement la situation des 300.000 Anglais, dont la conquête ne dépasse pas la portée de leurs canons, l'aurait-il si soigneusement cachée ? Car elle est un terrible acte d'accusation contre cette nouvelle direction de la guerre, celle du ministre Brodrick, du commandant en chef Roberts, du général Kitchener, qui, soi-disant plus intelligente, plus énergique que la précédente, celle du général Buller, devait promptement et sûrement « pacifier » l'Afrique du Sud. Les prétendus victorieux ont commis l'imprudence de triompher trop insolemment ; ils ont prétendu qu'avant eux rien n'avait été fait que de stupide et de coupable, ne fallait-il pas excuser ainsi la longueur de la guerre dont s'émeut l'opinion ? Ils ont voulu s'élever un piédestal sur les cadavres des ouvriers de la première heure. Bulier a été révoqué. C'est alors qu'éclate comme une bombe la lettre Steijn, démontrant que les nouveaux, avec des moyens dix fois plus considérables, ont fait encore moins que les anciens. C'est la vengeance de Buller ou plutôt le commencement de cette vengeance. Car ce feuilleton palpitant d'émotion aura une suite.

Le Conflit Franco-Turc

LES EXIGENCES DE LA FRANCE

Paris, 2 novembre. — L'*Agence Havas* publie la note officieuse suivante :

Il résulte d'une dépêche de Constantinople parvenue ce matin à Paris, que la simple annonce de l'envoi d'une importante division navale dans les eaux a suffi à faire comprendre à la Porte que la période des allerniolement et des subterfuges était close et que le gouvernement français était fermement résolu à forcer la Turquie à respecter ses engagements.

Dès qu'elle eut connaissance de la décision prise par la France, la Porte a informé télégraphiquement M. Delcassé que l'affaire Lorando était réglée comme l'a été précédemment l'affaire Tubini

Le Sultan aurait, en effet signé un iradé par lequel il reconnaît le chiffre de la créance Lorando tel qu'il a été fixé par la France.

Il resterait donc à obtenir des garanties effectives pour les paiements à faire. Mais l'affaire Lorando ne constitue qu'un cas particulier des revendications de la France et lors même qu'elle serait réglée comme il convient, le gouvernement français n'entend pas, affirme-t-on, borner son action, cette fois, à la solution d'incidents de cette sorte.

L'action énergique qu'il s'est déterminé à exercer vis-à-vis de la Turquie doit servir à un but général et plus important. Il s'agit d'obtenir que la situation générale de la France en Orient, non pas seulement au point de vue matériel, mais aussi au point de vue moral, soit mise désormais à l'abri des atteintes qu'on a essayé d'y porter.

Il s'agit d'obtenir l'assurance que cette satisfaction sera désormais entière et donnera à la Porte la conviction que la France est fermement résolue à faire tout ce qui sera nécessaire pour arriver à ce résultat.

Le gouvernement français, ajoute l'officieuse *Agence Havas*, ne peut pas se contenter d'assurances vagues, rarement suivies d'effet. L'affaire Lorendo ne constituait par ailleurs qu'un cas particulier des revendications françaises.

On assure que le gouvernement profitera de la présence de nos navires en vue des côtes turques pour régler, en dehors de l'affaire Lorendo, différents points en litige avec le gouvernement ottoman.

Il n'est pas question de possession ni de concession de territoires, ni de rouvrir en quoi que ce soit la question d'Orient, mais d'empêcher le renouvellement d'actes contraires à nos droits et à notre dignité ; témoin le récent incident de la Valise Diplomatique.

Conférence au Ministère de l'Intérieur

A deux heures après-midi, la note officieuse que voici a été communiquée :

« M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, a conféré successivement, ce matin, au ministère de l'intérieur, avec le ministre des affaires étrangères et le ministre de la marine.

M. Delcassé s'est également rendu à l'Elysée où il s'est entretenu avec le président de la République.

Ajoutons à cette note officieuse, que déjà, M. Delcassé s'était rendu à l'Elysée, hier, dans le courant de l'après-midi.

L'attitude du Sultan

L'IMPRESSION A CONSTANTINOPLE

L'*Echo de Paris* reçoit de son correspondant de Constantinople les renseignements suivants :

« Le sultan ne s'inquiète pas outre mesure de voir la flotte française venir devant Mitylène, parce que la majorité des habitants sont des Grecs. Au contraire, la possibilité d'un débarquement de troupes françaises et d'un raid dans l'intérieur du pays le terrifie. Il vient de donner l'ordre de compléter, en toute hâte, les défenses de l'entrée des Dardanelles, de Salonique et de Smyrne. Des mines sous-marines ont été placées, les troupes ont été mobilisées dans les endroits qui pourraient être favorables à un débarquement, afin de l'empêcher.

Dans toute la Turquie les sentiments francophobes sont très violents et l'on a des craintes pour les résidants français des villes turques, Constantinople excepté.

Le départ de la flotte française pour les eaux turques cause ici, dans les cercles politiques russes, une profonde impression.

Il serait futile de nier, en effet, que l'attitude passive de la France pendant ces dernières semaines a diminué considérablement son prestige ici.

L'inaction du gouvernement français était prise pour de la faiblesse par le gouvernement turc, que les événements actuels rappellent rudement à la réalité.

La Porte, en effet, avait, me dit-on, reçu de toutes les autres grandes puissances européennes l'assurance qu'elles garderaient une neutralité absolue dans le conflit franco-turc et que si elles n'intervenaient pas en faveur de la Turquie, elles ne se mettraient point non plus du côté de la France.

C'est à qui aurait décidé le sultan à refuser jusqu'au dernier moment satisfaction à la France.

Un diplomate avec qui j'ai eu une conversation au sujet du conflit franco-turc me disait qu'au point de vue de son influence en Orient, où elle a des intérêts considérables, la France avait eu tort de ne pas agir plutôt avec vigueur, car dans tout l'Orient on a pris sa longanimité pour de la faiblesse. L'Oriental ne respecte que la force, et quand le gouvernement français a poussé les choses jusqu'à rappeler son ambassadeur, il aurait dû exiger impérieusement une solution immédiate du conflit.

Un emprunt turc

On télégraphie de Londres 2 novembre, au *Matin* :

Le ministère des finances à Constantinople fera sous peu un emprunt de 2.000.000 de livres turques. Cette somme servira à payer MM. Lorando et Tubini, à rembourser la Banque impériale ottomane, qui est également un créancier assez fort, et enfin à remplir un peu la caisse particulière du sultan.

Cet emprunt sera gagé de la façon suivante : La Turquie paie à l'heure actuelle à la Russie, virtuellement au moins, une indemnité de 300.000 livres turques par an, au moyen d'un impôt qu'elle perçoit sur les moutons dans quatre provinces de l'Asie-Mineure. Or, l'impôt perçu dans une de ces quatre provinces, soit 75.000 livres turques, de viendra libre d'emploi sous peu et, dans ces con-